

le dénigrement, la calomnie et la persécution qui taillent dans la douleur, mais dans une douleur volontaire et méritoire, l'image des hommes de mémoire pour le regard de la postérité.

Paris, 1^{er} juin 1849.

I

SUR

LA POLITIQUE RATIONNELLE

A M. LE DIRECTEUR DE LA *REVUE EUROPÉENNE*

Saint-Point, 25 septembre 1831.

I

MONSIEUR,

Votre lettre m'arrive au fond de ma solitude ; mais il n'y a plus de solitude pour un esprit sympathique et pensant, dans les temps laborieux où nous vivons : la pensée générale, la pensée politique, la pensée sociale domine et oppresse chaque pensée individuelle. Nous voulons la déposer en vain ; elle est autour de nous, en nous, partout ; l'air que nous respirons nous l'apporte, l'écho du monde entier nous la renvoie. En vain nous nous réfugions dans le silence

des vallées, dans les sentiers les plus perdus de nos forêts; en vain, dans nos belles nuits de septembre, nous contemplons d'un regard envieux ce ciel paisible et étoilé qui nous attire et l'ordre harmonieux et durable de l'armée céleste; le souvenir de ce monde mortel qui tremble sous nos pieds, les soucis du présent, la prévision de l'avenir, nous atteignent jusqu'à ces hauteurs mêmes. Nous revenons de ces demeures de paix avec un esprit chargé de trouble; une voix importune et forte, une voix qui descend du ciel, comme elle s'élève de la terre, nous dit que ce temps n'est pas celui du repos, de la contemplation, des loisirs platoniques; mais que si l'on ne veut pas être moins qu'un homme, on doit descendre dans l'arène de l'humanité, et combattre, et souffrir, et mourir s'il le faut, avec elle et pour elle!

Vous le savez, je n'ai point refusé ce combat; je me suis présenté à la France avec la conviction d'un devoir à remplir, avec le dévouement d'un fils: elle n'a pas voulu de moi. Je n'ai point manqué à la lutte, c'est la lutte qui m'a manqué. Presque seul parmi les hommes qui n'ont pas renié ou combattu la Restauration, j'ai affronté, pour accomplir ce devoir de citoyen et de Français, le sourire de pitié de nos Machiavels monarchiques, les insultes et les menaces du parti dont la politique n'est que de la haine, et qui appelle liberté la dérision de son despotisme de place publique. Les uns n'ont vu en moi qu'un esprit faible qui ne comprenait pas la neutralité dans les temps de lutte, ou l'habileté de l'inertie; les autres, qu'un ambitieux trop pressé qui prenait un détour habile pour entrer avec les vainqueurs en partage de quelque honteuse dépouille; les autres, enfin, qu'un absolutiste déguisé venant tendre un piège à la liberté pour la faire trébucher dans sa route, et rire ensuite, avec ses complices, de ce grand cataclysme de la civilisation moderne, aboutissant à un coup d'État au profit de quelque impuissante ordonnance. Ainsi sont jugés les hommes pendant qu'ils respirent dans cette atmosphère de corruption

et de mensonge qu'on appelle les temps de partis. Je suis donc resté seul et dans le silence; mais seul avec une conscience qui m'approuve, avec un présent qui me justifie, avec un avenir qui du moins ne m'accusera pas! mais seul avec vous, avec tant d'hommes jeunes et sincères, avec tant d'esprits élevés et rationnels qui ont fait de leur pensée politique un sanctuaire où l'intrigue et la passion ne pénètrent pas; qui cherchent la vérité sociale à la seule lueur de la vérité divine; qui placent la morale, le devoir, le salut et le progrès de l'humanité, au-dessus de leurs théories d'école et de leurs affections de famille; qui ont dans le cœur autre chose qu'un nom propre; qui comprennent de l'humanité toutes ses époques, toutes ses formes, toutes ses transformations même: esprits marchant en dehors mais en avant des générations, comme la colonne de feu en ayant de l'armée de Moïse; véritable majorité pensante de ce siècle, qui laissera seule peut-être une trace lumineuse quand tout ce désert aura été franchi, quand toute cette poussière sera retombée.

Vous me demandez deux choses dans votre lettre: une coopération personnelle au journal que vous fondez, et mon opinion sur les principes politiques qu'il doit arborer et propager.

Quant à la coopération, je suis à regret forcé de vous répondre non: je n'ai jamais écrit dans aucun journal; je n'écrirai jamais dans un journal dont je ne serais pas seul responsable. Ne voyez pas dans ces paroles un superbe dédain de ce qu'on appelle journalisme; loin de là! J'ai trop l'intelligence de mon époque pour répéter cet absurde non-sens, cette injurieuse ineptie contre la presse périodique; je comprends trop bien l'œuvre dont la Providence l'a chargée. Avant que ce siècle soit fermé, le journalisme sera toute la presse, toute la pensée humaine. Depuis cette multiplication prodigieuse que l'art a donnée à la parole, multiplication qui se multipliera mille fois encore, l'humanité écrira son livre jour par jour, heure par heure, page par

page; la pensée se répandra dans le monde avec la rapidité de la lumière; aussitôt conçue, aussitôt écrite, aussitôt entendue aux extrémités de la terre, elle courra d'un pôle à l'autre, subite, instantanée, brûlant encore de la chaleur de l'âme qui l'aura fait éclore; ce sera le règne du verbe humain dans toute sa plénitude; elle n'aura pas le temps de mûrir, de s'accumuler sous la forme de livre; le livre arriverait trop tard: le seul livre possible dès aujourd'hui, c'est un journal. Ce n'est donc pas chez moi mépris de cette forme nécessaire de publication, de cette démocratie de la parole; non: c'est un respect religieux pour ma conviction politique, conviction forte, absolue, entière, que je ne pourrais associer à d'autres convictions sans l'altérer souvent, sans la dénaturer peut-être. L'association, si utile pour agir, ne vaut rien pour parler; la solidarité de la pensée est celle qu'un esprit indépendant et convaincu accepte le moins; chaque pensée est un tout auquel on ne peut ajouter ou retrancher sans changer sa nature. C'est l'unité morale.

Quant à la haute direction politique dont vos amis et vous avez déjà si heureusement et si courageusement reconnu les sommités dans le *Correspondant*, voici les principales considérations morales, historiques et philosophiques qui la traceraient devant moi, si j'avais la force et le talent de coopérer à votre œuvre sociale.

II

Lorsqu'un homme veut embrasser du regard un horizon plus vaste, il s'élève à une hauteur proportionnée à celui qu'il veut découvrir; de là, il plonge et il voit. Ainsi doit faire le philosophe. Élevons-nous donc à ces hauteurs intellectuelles d'où l'œil contemple le passé, domine le présent, et peut entrevoir l'avenir. Dépouillons-nous par la pensée de nos qualités d'âge, de pays, d'époque, de nos préjugés, de nos habitudes de patrie et de parti; laissons au pied de

la montagne ces vêtements et ces sandales du jour; réduisons-nous à la nature de pure intelligence, et regardons! Ce sommet, d'où l'homme peut contempler la route passée et future de l'humanité, c'est l'histoire; la lumière qui doit éclairer à ses yeux ce double horizon, c'est la morale, ce jour divin qui émane de Dieu lui-même, et qui ne peut ni égarer ni faillir. Ainsi placé, ainsi éclairé, avec le cœur droit et l'œil pur, on peut présenter au philosophe le problème social le plus complexe, le plus obscur; il le résoudra; il le résoudra avec une précision métaphysique, à quelques accidents, à quelques siècles d'erreur près dans la durée des phases sociales, dont la Providence se réserve le secret; sublime prophète de la raison, il écrira l'histoire de l'avenir! Ce problème, les événements l'ont posé devant nous; chaque cœur le sonde en secret, chaque intelligence le scrute, chaque bouche répète: « Où sommes-nous? où allons-nous? et que faire? »

III

Où sommes-nous? — Non point à la fin des temps, non point au cataclysme suprême des sociétés humaines, non pas même à une de ces époques honteuses sans espérance et sans issue, où l'humanité croupit dans une longue et vile corruption, et se décompose dans sa propre fange. Non; l'histoire et l'Évangile à la main, en voyant le peu de chemin qu'a fait l'homme, et la route immense que la raison humaine et le Verbe divin ouvrent à son perfectionnement ici-bas, nous sentons que l'humanité touche à peine à son âge de raison; d'un autre côté, en plaçant la main sur le cœur de l'homme social, en sentant battre en lui cette espérance indéfinie, cette ardeur et cette audace viriles, cette séve de force et de désirs qui tarit moins que jamais à notre époque; en écoutant ses paroles hardies, ses promesses aventureuses; en s'effrayant même de cette surabondance d'énergie qui le révolte contre tout frein, qui le brise

contre tout obstacle, nous sentons que le principe vital est loin d'être affaibli dans l'humanité. L'humanité est jeune, sa forme sociale est vieille, et tombe en ruines; chrysalide immortelle, elle sort laborieusement de son enveloppe primitive, pour revêtir sa robe virile, la forme de sa maturité. Voilà le vrai! Nous sommes à une des plus fortes époques que le genre humain ait à franchir pour avancer vers le but de sa destinée divine, à une époque de rénovation et de transformation sociale pareille peut-être à l'époque évangélique. La franchirons-nous sans périr? sans que quelques générations se débattent ensevelies sous les débris d'un passé qui s'écroule? sans qu'un siècle ou deux soient perdus dans une lutte atroce et stérile? Voilà la question : avant le 27 juillet 1830, elle était résolue; le pont était jeté sur l'abîme qui sépare le passé de l'avenir. La Restauration avait reçu d'en haut la plus belle et la plus sainte mission que la Providence pût donner à une race royale, la mission que reçut Moïse : de conduire la France, cette avant-garde de la civilisation moderne, hors de la terre d'Égypte, de la terre d'arbitraire, de privilège et de servitude; elle ne l'a pas comprise jusqu'au bout; le suicide de juillet, si funeste au présent, fut le meurtre de l'avenir; la race de saint Louis, comme le prophète du Sinaï, a péri pour son doute avant d'avoir touché la terre des promesses. Mais nous, génération innocente de cette faute, la verrons-nous avant de mourir?

IV

Où allons-nous? — La réponse est tout entière dans le fait actuel : nous allons à une des plus sublimes haltes de l'humanité, à une organisation progressive et complète de l'ordre social sur le principe de liberté d'action et d'égalité de droits; nous entrevoyons, pour les enfants de nos enfants, une série de siècles libres, religieux, moraux, rationnels, un âge de vérité, de raison et de vertu au milieu des

âges; ou bien, fatale alternative! nous allons précipiter la France et l'Europe dans un de ces gouffres qui séparent souvent deux époques, comme l'abîme sépare deux continents; et nous mourrons en léguant à nos fils un ordre social défectueux, des principes nouveaux douteux, contestés, ensanglantés; le pouvoir impossible, la liberté impraticable, la religion persécutée ou avilie, une législation rétrograde, une guerre européenne universelle, sans fruit comme sans terme, la légalité de l'échafaud, la civilisation des bivouacs, la morale des champs de bataille, la liberté des satrapes, l'égalité des brigands; et, au milieu de tout cela, une idée étouffée dans le sang, mutilée par le sabre, germant çà et là dans quelques âmes généreuses, comme le christianisme dans les catacombes, rejetée cent fois aux hasards des événements et des catastrophes, et ne re fleurissant sur la terre qu'après deux siècles de stérilité, de servitude, de forfaits et de ruines! Ce choix se fait à l'heure où je vous écris.

V

Que faire donc? — Ce mot vous semble hardi, il ne l'est pas. Dieu, qui a donné la liberté morale à l'homme, qu'il a créé pour choisir et pour agir, lui a donné, le même jour, la lumière pour éclairer son choix. La politique, dont les anciens ont fait un mystère, dont les modernes ont fait un art, n'est ni l'un ni l'autre : il n'y a là ni habileté, ni force, ni ruse; à l'époque rationnelle du monde, dans l'acception vraie et divine du mot, la politique, c'est de la morale, de la raison et de la vertu!

Laissez donc le scepticisme se complaire dans son impuissance, et nier la vérité sociale, pour n'avoir pas la peine de la découvrir ou de la défendre! Laissez le machiavélisme, cette friponnerie politique, prendre le genre humain pour dupe, et la Providence pour complice! Laissez le préjugé et la routine user leurs forces dans la stérile contemplation d'un passé qu'ils ne peuvent ranimer, car il est déjà froid,

et leur souffle n'a point de vie à lui rendre ! Laissez enfin le fatalisme rêver le crime à défaut de la force, décimer l'humanité au lieu de l'éclairer, et, du haut des échafauds, jeter au peuple la terreur et la mort pour semer la vengeance et le sang ! Systèmes atroces ou insensés, tristes produits de la faiblesse de l'esprit et de la perversité du cœur ! Montez plus haut, et vous verrez plus loin ; et la lumière de la vérité même, qui n'est autre que la morale, éclairera pour vous cet horizon de ténèbres, de mensonge, d'illusions, qu'on appelle la politique : tous les partis élèveront la voix pour vous accuser ou vous proscrire ; tous ont intérêt à ces ténèbres, car tous ont quelque chose à cacher, et quelqu'un à tromper. Le vôtre même s'inscrira le premier contre vous. Mais la conscience du juste est d'airain ; elle a à elle seule une voix plus forte que son siècle, qui retentit plus juste et plus haut que ces passagères clameurs ; et, soyez-en sûr, c'est la seule voix qui ait son écho dans l'avenir, et son applaudissement dans la postérité !

Votre théorie sociale sera simple et infaillible : en prenant Dieu pour point de départ et pour but, le bien le plus général de l'humanité pour objet, la morale pour flambeau, la conscience pour juge, la liberté pour route, vous ne courrez aucun risque de vous égarer ; vous aurez tiré la politique des systèmes, des illusions, des déceptions dans lesquelles les passions ou l'ignorance l'ont enveloppée ; vous l'aurez replacée où elle doit être, dans la conscience ; vous aurez saisi enfin dans le perpétuel mouvement des siècles, dans l'orageuse instabilité des faits, des esprits et des doctrines, quelque chose de fixe et de solide, qui ne tremblera plus sous vos mains.

VI

Quatre grandes époques dominent l'état social des générations écoulées, semblables à ces époques créatrices que le naturaliste croit reconnaître dans les développements sécu-

lares du globe : l'âge théocratique, qui commence avec le monde sortant des mains du Créateur, et qui finit aux temps héroïques ; l'âge tyrannique, ou le règne de la force brute, plus ou moins altérée par la législation commençante, qui se lève avec les temps historiques, et qui tombe devant le Christ avec la polygamie et l'esclavage ; l'âge monarchique, mêlé ou tempéré d'oligarchie, d'aristocratie, de féodalité, de puissance sacerdotale, qui s'ouvre à Constantin et se ferme avec la tombe de Louis XIV, ou sur le rocher de Sainte-Hélène, dont le géant captif l'avait si glorieusement mais si vainement ressuscité : nous touchons à l'époque *du droit et de l'action de tous*, époque toujours ascendante, la plus juste, la plus morale, la plus libre de toutes celles que le monde a parcourues jusqu'ici, parce qu'elle tend à élever l'humanité tout entière à la même dignité morale, à consacrer l'égalité politique et civile de tous les hommes devant l'État, comme le Christ avait consacré leur égalité naturelle devant Dieu. Cette époque pourra s'appeler l'époque évangélique, car elle ne sera que la déduction logique, que la réalisation sociale du sublime principe déposé dans le livre divin comme dans la nature même de l'humanité, de l'égalité et de la dignité morales de l'homme, reconnues enfin dans le code des sociétés civiles.

Chacune de ces époques a eu sa forme propre, son œuvre, sa force vitale et sa durée, avant d'enfanter une autre. C'est d'abord Dieu tout seul se révélant par la nature et parlant par la conscience, le plus saint des oracles, si l'interprète n'eût pas été l'homme ! puis le héros ou l'homme fort, conquérant l'obéissance par la reconnaissance ou par la crainte ; puis le tyran, ou le sénat, tyran à plusieurs têtes, ou l'aristocratie, ou le régime sacerdotal, imposant, à l'aide de quelques-uns, sa volonté à tous ; puis le roi et ses pairs ; puis le roi et son peuple représenté devant lui par l'élection, et non par un droit de fait et de naissance, et le constituant seulement organe et agent de la volonté universelle : cette forme se rapproche plus de la

république rationnelle que la république fictive des anciens; c'est l'époque présente, république véritable. Nous ne disputons que sur le nom.

L'œuvre de cette grande époque, œuvre longue, laborieuse, contestée, c'est d'appliquer la raison humaine, ou le Verbe divin, ou la vérité évangélique, à l'organisation politique des sociétés modernes, comme la vérité évangélique fut, dès le principe, appliquée à la législation civile et aux mœurs. Remarquez-le bien : la politique a été jusqu'ici hors la loi de Dieu ! la politique des peuples chrétiens est encore païenne ; l'homme ou l'humanité n'est à ses yeux qu'un véritable esclave antique, né pour servir, payer, combattre, et mourir ! Horrible mensonge qui souille à leur insu tant de cœurs chrétiens, tant de bouches même pieuses ! L'homme social doit être désormais aux yeux du philosophe, aux yeux du législateur, ce que l'homme isolé est aux yeux du vrai chrétien : un fils de Dieu, ayant les mêmes titres, les mêmes droits, les mêmes devoirs, la même destinée devant le père terrestre, l'État, que devant le Père céleste, Dieu. C'est la forme que nous cherchons dans le droit et l'action de tous ; cette forme que les modernes ont appelée démocratie, par analogie inexacte avec ce que les anciens nommaient ainsi, et qui n'était que la tyrannie de la multitude. Ce nom de démocratie, souillé et ensanglanté récemment parmi nous dans les saturnales de la révolution française, répugne encore à la pensée : bien que le philosophe lave les mots avant de s'en servir, et purifie l'expression par l'idée, nous nommerons de préférence cette forme de gouvernement, la forme rationnelle, ou le droit de tous ; or, la forme rationnelle ou du droit de tous ne peut être autre chose que la liberté, où chacun est juge et gardien de son propre droit : donc l'époque moderne ne peut être que l'époque de la liberté ; sa mission est d'organiser le droit et l'action de tous, ou la liberté, d'une manière vitale et durable.

Toute organisation est lente et pénible ; c'est l'œuvre de

plus d'un jour, de plus d'un siècle peut-être. L'homme est homme : il se dégoûte, il se rebute, il se hâte de nier ce qu'il ne peut atteindre ; ses réactions contre sa propre pensée sont promptes et terribles ; elles le rejettent cent fois au point de départ, comme le vaisseau qui revient se briser contre le rivage, repoussé par le flot même qui devait le porter à un autre bord. Ces réactions peuvent être longues : voyez Bonaparte, sublime réaction contre l'anarchie ; il n'a duré que quinze ans, et pouvait durer un demi-siècle ! Les temps de l'œuvre sociale ne peuvent donc pas se calculer, à quelques siècles près ; Dieu seul le sait. Pendant qu'ils s'accomplissent, l'homme individu passe, souffre, espère, se plaint, et meurt ; mais chaque vie individuelle a son œuvre complète et indépendante de l'œuvre sociale ; un jour, une vertu lui suffisent. L'homme social ou l'humanité survit, et s'avance vers une destinée plus haute et plus inconnue !

Il nous est peut-être déjà donné d'entrevoir au moins l'époque qui succédera à la nôtre : après les cinq ou six siècles qu'aura duré l'âge de liberté, nous passerons à l'âge de vertu et de religion pures, aux promesses accomplies du législateur divin, à l'époque de charité, mille fois supérieure encore à l'époque de liberté, autant que la charité, amour des autres, sentiment divin émané de Dieu, est au-dessus de la liberté, amour de soi, sentiment humain émané de l'homme.

Ces principes posés et admis, les applications à la crise actuelle, les déductions politiques pour notre théorie sociale comme pour notre règle privée ou pour notre action publique sont claires et incontestables ; nous savons où nous sommes, nous savons où nous allons, nous savons par quelle route nous devons tendre au but prochain ou éloigné que la Providence, manifestée par les faits, pose sans cesse devant nous. Ces applications au temps actuel se présentent dans les innombrables questions qu'une révolution soulève, comme le vent soulève la vieille poudre du désert, quand une pierre tombe de la pyramide des siècles.

Révolution, dynastie, légitimité, droit divin, droit populaire, souveraineté du fait ou du droit; pouvoir, liberté, forme et but du gouvernement; questions de culte ou d'enseignement, de paix ou de guerre; existence et hérédité d'un pouvoir aristocratique ou de la pairie; législation, élection, extension ou restriction des pouvoirs des communes, des municipalités, des provinces, tout se classe, tout s'éclaire, tout se juge; la conscience politique n'a plus de doutes, le présent plus d'ambiguïtés, l'avenir plus de mystères; tout se résout dans ces seuls mots: Le bien le plus général de l'humanité pour objet, la raison morale pour guide, la conscience pour juge. A l'aide de ce grand jury, l'esprit humain peut citer devant lui le siècle, et prononcer sans crainte son infaillible verdict.

VII

APPLICATIONS

La circonstance est propice pour les applications rigoureuses de cette philosophie politique aux événements qui se déroulent devant nous. La terre a tremblé; une secousse inattendue, subite, irrésistible, a déplacé tous les intérêts, toutes les passions, toutes les affections, tous les systèmes. Tout est débris, tout est vide devant nous; les cœurs sont libres comme les consciences; le sol est nivelé comme pour une grande reconstruction sociale préparée par le divin Architecte. Un pouvoir antique que les uns vénéraient par conviction ou par souvenir, que les autres haïssaient par impatience ou par préjugés, s'est abîmé sur lui-même, et, on peut le dire, par sa propre et fatale volonté; nul parmi nous n'en est coupable: amis ou ennemis l'ont vu tomber avec une égale stupeur. Je ne parle pas ici de cette populace qui a des applaudissements pour tout ce qui surgit, des huées pour tout ce qui tombe. Ce pouvoir a péri dans la tempête qu'il avait lui-même si aveuglément suscitée.

Nous-mêmes, royalistes d'esprit ou de cœur, hommes de logique ou de fidélité, nous ne pouvons que pleurer en silence sur ses ruines dispersées, vénérer et plaindre les augustes victimes d'une irrémédiable erreur, écarter l'insulte des cheveux blancs des vieillards, rappeler le respect et la pitié autour des tombeaux des martyrs, de l'asile pieux des femmes, et ne pas proscrire le pardon et l'espérance de la tête innocente des enfants: mais, abandonnés à nous-mêmes par un fait plus fort que nous, nous nous appartenons tout entiers; notre raison n'a plus de liens, notre affection privée ne lutte plus en nous contre notre logique sociale. Sachons donc, tout en déplorant ce qu'il y a de déplorable dans cette chaîne de siècles, dont le dernier anneau s'est rompu malgré nous dans nos mains, profiter en hommes de cette liberté que la catastrophe même nous a faite. Ne nous conduisons pas par le sentiment, qui n'a point de place dans le fait actuel, mais raisonnons et agissons; ne soyons pas les hommes d'une opinion, d'un parti, d'une famille, mais les hommes du présent et de l'avenir! Quand nos fils, à qui nous aurons légué notre ouvrage et notre mémoire, nous jugeront de loin avec l'impartialité et la rigueur de la distance; quand tous les sentiments personnels seront morts et froids devant eux; quand ils sonderont l'ordre social que nous leur aurons préparé, ils ne recevront point pour excuse nos préjugés de naissance, nos délicatesses d'esprit, nos convenances de position, nos vains regrets, nos molles répugnances; ils nous demanderont si nous avons agi en hommes, en hommes intelligents, prévoyants et libres, ou si nous avons perdu en stériles récriminations et en impuissantes douleurs l'époque qui nous a été donnée pour régénérer l'ordre social et pour fonder la vérité politique.

Sur ces bases, nous établirons donc ainsi et en peu de paroles le symbole politique de l'époque rationnelle où nous entrons. Je me borne à le poser devant vous; c'est à vous de le confronter pour chaque question de détail avec

les trois principes qui doivent le dominer et l'éclairer : l'espace borné de cette lettre ne me permet, sur chacun de ces articles, ni développement, ni discussion, ni commentaire ; chacun serait un livre ; il ne faut qu'un mot. Je les reprendrai peut-être plus tard.

VIII

La tentative du coup d'État de juillet fut insensée et coupable. Il y eut erreur dans l'intention et violation de la foi jurée dans l'acte¹, par conséquent ni raison ni morale dans le fait. La conscience impartiale le juge comme l'événement l'a jugé : un coup d'État n'est moral et juste que quand il est nécessaire, et toutes les fois qu'il est nécessaire il réussit : c'est le premier axiome de haute politique.

La dynastie a été enveloppée tout entière dans le châtiement infligé par le fait même ; la peine politique a frappé plus loin que la faute. Le feu du courroux populaire a consumé le bois sec et le bois vert ; la résistance, dans son plein droit pendant deux jours, l'a dépassé le troisième. Là commence la violation d'un autre droit : le droit dynastique. Son maintien seul eût été moral : était-il possible sous l'émotion même de l'action, sous le feu de la lutte ? L'histoire seule le sait et le dira : nous l'ignorons encore.

¹ Nous ne parlons ici que du fait jugé par la raison et la conscience publiques. Comme il est évident que la nation avait entendu le serment à la charte d'une manière réelle et absolue, les ordonnances de juillet furent à ses yeux une violation manifeste de la foi jurée ; mais l'article 14, qui ne laisse pas d'ambiguïté devant la raison publique, pouvait en laisser dans la conscience royale, qui l'interprétait sans doute en faveur de sa prérogative. Ainsi le parjure n'aurait pas souillé les lèvres d'un roi, bien que son apparence ait soulevé légitimement l'indignation d'un peuple. La charte, avec l'article 14 entendu comme il l'a été par les ordonnances de juillet, eût été un non-sens ; mais les termes de l'article 14 sont une ambiguïté qui a pu motiver une erreur de fait, un parjure de bonne foi. Ici donc la conscience politique réproûve, la conscience privée peut excuser ou se taire.

Quel que soit le jugement porté par une révolution dans la chaleur du conflit, dans la partialité de la victoire, il y a toujours deux voix pour protester plus haut qu'elle : une dans le ciel, la conscience ; une sur la terre, l'histoire. Mais il faut le confesser ici avec une douloureuse sincérité : lorsque deux droits ont été également violés et renversés dans une lutte privée ou sociale, la conscience comme l'histoire infligent la plus forte culpabilité à l'agresseur et trouvent dans la première violation, sinon l'excuse, au moins la raison de la seconde.

Si, dans l'appréciation de ces deux fautes, nous sommes conduits à balancer le droit populaire et le droit dynastique, nous trouvons qu'ils ne sont qu'un seul et même droit, le droit du salut du peuple, le droit de la nécessité sociale. L'un dérive primordialement et éternellement de l'autre : si le peuple le viole, s'il le brise sans invincible nécessité, il se frappe lui-même, il se viole lui-même, et lui-même il se punit de son propre crime ; mais, l'événement une fois accompli, la société doit-elle irrémisiblement périr sous les ruines de ses dynasties ? les générations doivent-elles se transmettre comme un sanglant héritage la vengeance de ce droit, le redressement de ce tort ? les hommes de raison, de lumière et de conscience doivent-ils s'abstenir, en l'absence de ce droit, de leur droit plus imprescriptible à eux, de leurs devoirs de citoyens, d'enfants de la nation, du siècle, de l'humanité, et se retirer à jamais sous leur tente, parce qu'un chef national aura été substitué à un autre ? Non : là commencerait pour eux un délit plus grand que celui contre lequel leur inertie prétendrait protester et sévir. Leur stérile fidélité à un homme, à un souvenir, à un nom, à un devoir que le fait aurait rendus fictifs, deviendrait une infidélité plus réelle et plus coupable à eux-mêmes, au pays, au peuple, à l'humanité tout entière : pour honorer le passé, ils trahiraient le présent et l'avenir ; les générations leur demanderaient compte de leur force quelconque, annulée volontairement par eux dans l'éter-